

Annexe au contrat ESG

1 Introduction

Swisscom SA, incluant toutes les sociétés du groupe (ci-après «Swisscom»), fixe des principes économiques, écologiques et sociaux applicables à son activité commerciale, que ses fournisseurs directs et ses sous-traitants doivent respecter. Le but de Swisscom est de signaler un éventuel risque d'entreprise afin de pouvoir prendre des mesures en cas de besoin.

La présente annexe au contrat ESG (Environmental Social Governance) pour les fournisseurs (ci-après «annexe ESG») définit ces principes. L'annexe ESG utilise les expressions «avoir l'obligation de» et «avoir l'interdiction de» ainsi que le terme «impératif» pour désigner les exigences minimales devant être respectées de manière contraignante. Les autres formulations sont à comprendre comme des pratiques dont nous recommandons vivement la mise en œuvre à tous les fournisseurs.

Le terme «fournisseur» se réfère à toute entité qui livre des marchandises ou des produits à Swisscom ou qui fournit des services à Swisscom ou pour cette dernière. Cela inclut les collaborateurs des fournisseurs, les sous-traitants, les mandataires et les entreprises liées aux fournisseurs.

Swisscom attend de ses fournisseurs qu'ils assument leur responsabilité sociale et environnementale. L'accent est mis sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (end-to-end supply chain), des fabricants, fournisseurs partenaires et utilisateurs jusqu'aux entreprises de recyclage.

L'annexe ESG est contraignante en ce qui concerne les éléments pertinents et concrètement liés au modèle d'affaires et aux prestations effectivement fournies par les fournisseurs.

2 Exigences générales

Swisscom ainsi que ses fournisseurs soutiennent et respectent les [dix principes du Pacte mondial des Nations Unies](#), indépendamment du fait qu'ils soient membre du Pacte mondial des Nations Unies ou non. Les fournisseurs imposent le respect de ces exigences minimales à leurs partenaires et leurs fournisseurs ainsi qu'aux sous-traitants de ces derniers.

3 Relation avec le droit national et international

L'annexe ESG ne remplace aucune loi ni réglementation en vigueur du pays dans lequel le fournisseur exerce ses activités. Il promeut, respecte et soutient ces lois et réglementations et contribue à leur mise en œuvre fiable et efficace.

Outre le respect des dispositions de la présente annexe, le fournisseur a l'obligation de respecter les lois nationales applicables, les dispositions réglementaires ainsi que toutes les obligations contractuelles convenues entre lui et Swisscom.

Si les exigences minimales de Swisscom sont plus contraignantes que la législation en vigueur dans le pays concerné, ces exigences doivent impérativement être appliquées.

4 Environnement

4.1 Changement climatique

Le fournisseur a l'obligation de prendre des mesures pour contrer le changement climatique. Il détermine, surveille et minimise les émissions de gaz à effet de serre (GES) de ses activités. Le fournisseur met en œuvre un plan de réduction de la consommation d'énergie et calcule les émissions de GES de sa propre entreprise (émissions d'étendue 1 et d'étendue 2). Le calcul des inventaires GES est effectué conformément au [protocole GES](#). Le fournisseur met les données correspondantes à la disposition de Swisscom sur demande.

Il est recommandé au fournisseur de disposer d'une appréciation complète de ses émissions tout au long de la chaîne de création de valeur (étendue 3) et de se fixer un objectif de conformité de ses émissions avec l'accord de Paris sur le climat qui soit validé par la Science Based Target Initiative ou par une association qui vérifie les mêmes ambitions.

Le fournisseur connaît le bilan écologique de ses produits et/ou services et peut, dans la mesure du possible, présenter le résultat du calcul de l'empreinte CO₂ sur l'ensemble du cycle de vie conformément à la norme ISO 14044.

4.2 Protection de l'environnement

Le fournisseur a l'obligation d'agir conformément aux normes environnementales locales et internationalement reconnues ainsi qu'aux lois locales applicables. Le fournisseur a l'obligation de minimiser son impact sur l'environnement et de mettre en œuvre des mesures qui contribuent à la protection de l'environnement.

Le fournisseur a l'obligation d'obtenir, de maintenir et de tenir à jour toutes les autorisations et enregistrements environnementaux requis (p. ex. gestion des déchets, transport).

Le fournisseur adopte une approche préventive par rapport aux impacts environnementaux de ses activités commerciales. Le fournisseur prend des initiatives pour promouvoir une meilleure conscience environnementale tout au long du cycle de vie du produit ou du service, de la matière première à l'élimination/recyclage dans les règles de l'art, en passant par la fabrication, le transport, et la phase d'utilisation. Cela inclut le développement, l'introduction et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Le fournisseur a l'obligation d'identifier, de minimiser, de surveiller et de contrôler tous les polluants atmosphériques, eaux usées et pollutions du sol dangereux. Il est impératif que toutes les émissions soient dérivées et traitées conformément aux normes internationales et aux lois en vigueur.

Le fournisseur veille à ce que, conformément à la législation suisse, une marque de conformité suisse ou reconnue par la législation suisse, par exemple le marquage CE, soit apposée sur le produit.

Le fournisseur doit implémenter un système de gestion de l'environnement basé sur des normes internationales comme par ex. la norme ISO 14001.

4.3 Economie circulaire

Le fournisseur adopte une approche proactive en ce qui concerne la production de déchets dans les maillons pertinents de la totalité de la chaîne de création de valeur. Il est recommandé d'appliquer les principes de l'économie circulaire dès la phase d'ébauche des installations et des produits. D'autres éléments à prendre en considération sont la conception modulaire, la conception pour le démontage et la revalorisation des matériaux en fin de vie du point de vue de l'absence de déchets.

Le fournisseur dispose de processus systématiques de gestion des déchets, en particulier ceux résultant de son activité avec Swisscom. Dans la mesure du possible, la priorité sera donnée à la réutilisation et au traitement du recyclage, dans le but de contribuer à l'économie circulaire. Pour les appareils électriques et électroniques, le fournisseur a l'obligation de respecter les directives de l'Union européenne relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

4.4 Minéraux issus de zones de conflit et substances dangereuses

Le fournisseur a l'obligation de limiter l'utilisation de matériaux et de ressources lors de l'acquisition ou de la fabrication de biens afin de minimiser l'impact sur l'environnement.

Si le fournisseur utilise des matières premières susceptibles de provenir de zones de conflit, il a l'obligation de suivre la source de ces minéraux afin de promouvoir la transparence tout au long de sa chaîne d'approvisionnement et de prendre des mesures efficaces contre toute violation des droits de l'homme dans l'extraction des matières premières. Les cas suspects fondés doivent être obligatoirement communiqués à Swisscom de manière proactive et transparente.

Le fournisseur a l'obligation de respecter toutes les lois, prescriptions et exigences des clients en matière d'interdiction ou d'utilisation restrictive de certaines substances. Le fournisseur a l'obligation d'identifier les produits chimiques dangereux et autres matériaux contenus dans les produits, en particulier ceux qui figurent sur la liste des substances particulièrement préoccupantes du règlement européen sur les produits chimiques (REACH), et de les manipuler de manière à garantir leur utilisation sûre, leur recyclage, leur réutilisation ou leur élimination. L'utilisation de tels produits chimiques et matériaux par le fournisseur doit à tout prix être évitée. Si ce n'est pas possible de l'éviter, il est impératif de la réduire au minimum. Si nécessaire, le fournisseur a l'obligation de fournir des appareils électriques et électroniques en conformité avec toutes les réglementations applicables de l'Union Européenne, y compris RoHS et REACH.

5 Responsabilité sociale

5.1 Recours à des tiers

Le fournisseur a l'obligation de mettre à disposition de chaque collaborateur un contrat de travail dans une langue qu'il comprend. Il est impératif que le contrat contienne des dispositions claires concernant le montant du versement, la fréquence du versement, la rémunération des

heures supplémentaires, la description du poste et le délai de résiliation.

Il est en outre interdit d'engager des collaborateurs par des contrats de durée déterminée en chaîne dans le but de contourner les obligations résultant des lois et prescriptions applicables.

5.2 Liberté d'association et droit à la négociation collective

Le fournisseur met en œuvre les [conventions de l'OIT](#) internationalement reconnues, sans violer la législation nationale. Il a également l'obligation de veiller à ce que ses collaborateurs, y compris les travailleurs temporaires (location de services) et les représentants, puissent s'exprimer ouvertement au sein de l'entreprise sur les questions relatives à leurs conditions de travail.

Le fournisseur a en outre l'obligation de veiller à ce que les collaborateurs impliqués dans la livraison de produits et de prestations à Swisscom aient le droit de former des syndicats et des négociations collectives conformément au droit national et d'y adhérer. Il est interdit au fournisseur de prendre des mesures empêchant les collaborateurs de fonder des syndicats ou d'y adhérer. Il est recommandé au fournisseur d'établir des relations de collaboration et de confiance mutuelle avec les syndicats locaux et internationaux. Il est interdit de discriminer les représentants des travailleurs et ces derniers doivent impérativement pouvoir exercer leurs fonctions de représentation sur le lieu de travail et pendant le temps de travail.

Lorsque la législation limite le droit à la liberté d'association et de négociation collective, l'employeur envisage de faciliter, ou en tous les cas de ne pas entraver, le développement de moyens juridiques parallèles permettant des associations et des négociations libres.

5.3 Travail des enfants

Le fournisseur a l'obligation d'empêcher activement le travail des enfants au sens de la [convention de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi](#) (n° 138, 1973) et de la [convention sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination](#) (n° 182, 1999) et de respecter la [ILO Child Labour Guidance Tool for Business](#) (2015) et la [OECD Guidance for Responsible Business Conduct](#) (2018). Il est interdit d'employer des personnes n'ayant pas atteint l'âge minimum légal d'admission à l'emploi et d'affecter les personnes de moins de 18 ans à des heures supplémentaires, à des travaux dangereux¹ ou à des travaux de nuit.

Le fournisseur a l'obligation, en particulier lorsqu'il est actif dans un [pays à risque](#) classé comme tel par l'UNICEF, de veiller à ce que les préoccupations liées au travail des enfants puissent être signalées tout au long de sa chaîne d'approvisionnement et que la possibilité de signaler des préoccupations soit facilement accessible et anonyme pour les personnes directement ou indirectement concernées (voir point 5.9 Mécanisme de plainte). Si le fournisseur a connaissance d'un cas de travail d'enfants, il a l'obligation de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à la situation dans l'intérêt de l'enfant. En outre, les cas suspects fondés doivent être obligatoirement

¹ Tout travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'effectue, est susceptible de porter atteinte à la santé, à la sécurité ou à la moralité des enfants (Recommandation n° 190 de l'OIT, 1999).

communiqués à Swisscom de manière proactive et transparente.

5.4 Travail forcé

Il est interdit au fournisseur de tolérer quelque forme de travail forcé, de travail obligatoire, d'esclavage ou de traite d'êtres humains.

Toute occupation doit impérativement être volontaire et les collaborateurs doivent être libres de quitter l'enceinte de l'entreprise après le temps de travail. Le fournisseur a l'obligation d'autoriser ses collaborateurs à résilier leur contrat de travail moyennant un préavis raisonnable et sans pénalité.

Il est interdit au fournisseur d'exiger de ses collaborateurs des dépôts de fonds, de retenir des paiements, de leur imposer des dettes ou d'exiger d'eux qu'ils déposent une pièce d'identité officielle, un passeport ou un permis de travail comme condition à l'emploi.

5.5 Diversité et non-discrimination

Le fournisseur a l'obligation d'interdire et de combattre toute discrimination négative fondée sur la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle, la langue, le handicap, la confession religieuse, les opinions politiques ou autres, l'appartenance syndicale, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre caractéristique et promeut la diversité, l'égalité des chances et l'égalité de traitement au niveau de l'emploi et du métier.

Le fournisseur a l'obligation de veiller à ce qu'il n'y ait aucune discrimination à aucun des stades de l'emploi, ce qui inclut la sélection des candidatures appropriées, l'entretien d'embauche, l'évaluation des conditions d'emploi, la rémunération et les motifs de licenciement.

Le fournisseur a l'obligation de traiter tous ses collaborateurs avec respect et il lui est interdit de tolérer quelque châtiement corporel, contrainte psychique ou physique, forme d'abus ou de harcèlement, menace ou autres traitements similaires.

Il est impératif que les collaborateurs aient le droit à la liberté d'expression sans crainte de discrimination ou de représailles.

Le fournisseur dispose d'un plan de mesures pour accroître la diversité au sein de son organisation. Le fournisseur vérifie également périodiquement si ses processus en matière de personnel font preuve de partialité et de discrimination.

5.6 Rémunération

Le fournisseur a l'obligation de verser au moins une rémunération correspondant au salaire minimum légal national et d'éviter les déductions salariales à titre de mesure disciplinaire. En l'absence de normes juridiques nationales, la rémunération doit impérativement satisfaire aux besoins fondamentaux (OIT C131 - [Convention sur la fixation de salaires minima](#)). La base de la rémunération des collaborateurs doit leur être communiquée en temps utile, de manière compréhensible et vérifiable.

Le fournisseur applique le principe «à travail égal, salaire égal».

5.7 Temps de travail

Les horaires de travail, y compris les heures supplémentaires, doivent impérativement être conformes à la législation locale applicable. En l'absence de règles de droit national, les [normes de l'OIT](#) appliquent. Le fournisseur a l'obligation de respecter le besoin de repos de chaque collaborateur et veiller à ce que tous les collaborateurs bénéficient d'un temps de récupération rémunéré approprié.

Le fournisseur compense les heures supplémentaires par un supplément au taux horaire standard du collaborateur concerné.

5.8 Santé et sécurité

Le fournisseur a l'obligation d'agir conformément aux normes de santé et de sécurité applicables, reconnues localement et internationalement, ainsi qu'aux lois locales applicables.

Le fournisseur a l'obligation de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires et prescrites par la loi contre les accidents et les maladies professionnelles et contrôler périodiquement leur efficacité et leur respect.

Le fournisseur a l'obligation de s'assurer qu'il respecte les principes généraux de prévention des risques pour la santé et la sécurité, y compris l'identification, la minimisation et la prévention des dangers, l'emploi de personnel compétent et formé, la garantie d'une surveillance efficace ainsi que la fourniture et l'entretien d'équipements et d'outils sûrs, y compris l'équipement de protection individuelle nécessaire.

Le fournisseur met en place des systèmes et des formations afin de se préparer aux accidents, problèmes de santé et situations d'urgence prévisibles et d'y réagir. Le fournisseur a l'obligation de disposer de moyens et de procédures lui permettant d'enregistrer, d'analyser et de mettre en œuvre les enseignements tirés d'accidents et de situations d'urgence ainsi que les mesures qui en découlent.

Il a également l'obligation de garantir un accès gratuit à l'eau potable et à des installations sanitaires propres.

Le fournisseur a l'obligation de s'assurer que les éventuels logements mis à disposition sont propres et sûrs et qu'ils répondent aux besoins fondamentaux des collaborateurs et, le cas échéant, de leurs familles.

Le fournisseur met en œuvre un système de gestion de la santé et de la sécurité basé sur des normes internationales telles que ISO 45001 ou des normes similaires.

5.9 Mécanisme de recours

Le fournisseur a l'obligation de disposer, au sein de son entreprise, d'un mécanisme de dépôt de plainte respectant les droits, qui permet aux collaborateurs et aux parties prenantes externes d'exprimer de manière confidentielle leurs préoccupations concernant les activités commerciales et la chaîne d'approvisionnement du fournisseur, sans avoir à craindre des représailles. Le mécanisme doit être accessible facilement et de manière anonyme et être adapté à la nature, à l'ampleur et à l'impact du commerce.

Les préoccupations exprimées doivent être consignées et traitées de manière transparente. Lorsque des violations des droits de l'homme, telles que le recours au travail des enfants, sont constatées, il est impératif de prendre immédiatement des mesures pour y remédier. Le fournisseur

met en place un mécanisme de recours conformément au cadre de référence «Protéger, respecter et réparer» des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

6 Gouvernance

6.1 Lutte contre la corruption

Swisscom n'accepte aucune forme de corruption. Swisscom agit de manière équitable, honnête et transparente. La directive anti-corruption de Swisscom s'applique à toutes les divisions et sociétés du groupe.

Les collaborateurs de Swisscom ont le droit d'accepter des cadeaux, des invitations ou d'autres avantages de faible importance conformes aux usages sociaux d'une valeur marchande maximale de CHF 100.- chacun au maximum trois fois par an. L'acceptation d'invitations à des événements ayant une valeur marchande plus élevée doit impérativement être approuvée au préalable par le supérieur hiérarchique des collaborateurs de Swisscom concernés.

Swisscom peut offrir à un fournisseur au maximum trois fois par an des cadeaux, invitations ou autres avantages de faible importance conformes aux usages sociaux d'une valeur marchande maximale de CHF 100.- chacun. Si Swisscom invite le fournisseur à des événements ayant une valeur marchande plus élevée, la participation du collaborateur doit impérativement être autorisée au préalable par le service compétent du fournisseur.

Il est interdit aux fournisseurs agissant pour le compte de Swisscom d'offrir des cadeaux, des invitations ou d'autres avantages à des tiers et d'en accepter de tiers.

6.2 Concurrence

Le fournisseur respecte le droit de la concurrence. En particulier, il ne participe pas à des ententes illicites sur les prix, quantités ou territoires avec des concurrents, ni à des ententes sur les prix de revente imposés ou à des accords sur des protections territoriales absolues.

6.3 Impôts

Pour le groupe Swisscom, le respect de toutes les lois fiscales nationales et internationales fait partie intégrante d'une gestion d'entreprise durable. Swisscom attend de ses fournisseurs qu'ils appliquent également ces principes.

6.4 Sanctions et embargos

Le fournisseur respecte toutes les sanctions commerciales internationales et garantit qu'il respecte, respectivement que ses prestations et biens (marchandises, logiciels et technologies) respectent les lois et exigences réglementaires applicables en matière d'exportation/importation (exportation, importation ou transit de biens), notamment des Etats-Unis, y compris les sanctions et embargos.

7 Sécurité

Le fournisseur a l'obligation de maintenir un environnement de sécurité adéquat et contrôlé afin de mettre en place, implémenter, exploiter, surveiller, vérifier, maintenir et améliorer la sécurité de l'information. Les prescriptions contraignantes détaillées figurent dans l'annexe Swisscom Security.

8 Protection des données

Le fournisseur a l'obligation de respecter toutes les lois applicables en matière de protection des données ainsi que les exigences spécifiques en matière de protection des données et de sécurité jugées pertinentes.

Les exigences impératives détaillées sont définies dans les conditions générales de Swisscom pour l'achat et les contrats correspondants, annexes incluses.

9 Surveillance, mesures correctives et établissement de rapports

Le fournisseur signale immédiatement à Swisscom toute violation grave des présentes exigences et convient, en accord avec Swisscom, d'un agenda pour les mesures correctives.

Au besoin, le respect des prescriptions est vérifié au cas par cas par des audits effectués sur place. Toute violation des exigences minimales de la présente annexe au contrat ou toute absence de correction d'une non-conformité essentielle dans un délai convenu d'un commun accord est considérée comme une violation contractuelle grave. En conséquence, Swisscom se réserve tous les droits et moyens de droit prévus par la loi en cas de violation de ce principe.